

Encore une triste nouvelle à Malikié!

C'est dimanche soir nous avons appris le rappel à Dieu de notre bien-aimé père, le père de l'infographie du journal. Ce génie qui fait des miracles pour vous servir. En cette douloureuse circonstance, toute l'équipe de la rédaction prie pour le repos éternel de l'illustre disparu et que la terre lui soit légère.

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 13 JUILLET 2021

891

Malikié

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Le PACP raffle la mise à Tessalit

Le Maire Adjoint Ismaël Ag Mohamed et ses camarades rejoignent Yeah Samaké



Violence Électorale : Un Projet de Suivi, Analyse et Atténuation du phénomène en action



Examen de fin d'année 2021 : Le top départ a été donné hier



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

12 juillet 2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

478

Nouveaux cas confirmés

13

Nouveaux guéris

303

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

13 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
01 cas graves en soins intensifs
30 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

14 476

Guéris

10 405

Décès

528

dont 98 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

AVIS DE PERTE

Nous avons le regret de vous annoncer la perte du titre de notre concession au nom de Kawe dit Abdoulaye MARIKO sise à Banankabougou.
Nous demandons à celui ou celle l'ayant aperçu de nous le faire parvenir aux numéros 75 01 20 39 / 78 35 24 79

P.11



P.20



P.22



/ Une /

Le PACP rafle la mise à Tessalit : Le Maire Adjoint Ismaël Ag Mohamed et ses camarades rejoignent Yeah Samaké

P.4

/ Brèves /

Mali : Un an après des violences meurtrières, un influent imam demande justice pour les victimes 11
Mali : Le pays divisé après l'annonce du retrait progressif de la force barkhane 11
Présidentielle 2022 : Le PM maintient la création de l'organe unique de gestion des élections 12
Intillit : Des brebis galeuses au sein de la CMA12
Billet : Tout à fait d'accord avec Moussa Timbiné ! 13
Mopti : 7 casques bleus blessés dans une explosion 13
Mine : Morila monte progressivement en puissance 13

P.11

P.11

P.12

P.12

P.13

P.13

P.13

/ Actualité /

Interview exclusive de la fiancée du journaliste disparu Birama Touré, Hawa Diallo sort de son mutisme : « Je ne souhaite rien d'autre que la justice... » 15
EMIA : La 43e Promotion chez ATT 17
Examen de fin d'année 2021 : Le top départ a été donné hier 18
Renforcement des capacités par Teya Institut : Apporter des améliorations aux précisions budgétaires
Promotion de la Santé et de l'Action humanitaire : L'ONG Médecins Humanistes-Mali (MHM) lance ses activités 20

P.15

P.17

P.18

P.19

P.20

/ Politique /

Boubou Cissé répudié par une franche de la jeunesse URD : Le parti va-t-il lui retirer sa confiance ? 21
Ibrahim Ikassa Maiga à propos de l'organe unique de gestion des élections : « Les experts internationaux disent que c'est possible » 22
Violence Électorale : Un Projet de Suivi, Analyse et Atténuation du phénomène en action 24
Élection Présidentielle 2022 : Un Mouvement pour le soutien à la Candidature de l'Ancien Ministre Malick Coulibaly créé à Sikasso 26

P.21

P.22

P.24

P.26

/ Culture & société /

Voici des Conseils donnés par la mère de Amadou Ampaté Bâ à son fils dans le roman AMKOULEL 27

P.27

/ International /

Haïti : Arrestation d'un des cerveaux présumés de l'assassinat du président Jovenel Moïse 28
RDC : Hommages unanimes après la mort du cardinal Monsengwo 29

P.28

P.29

/ Sport /

Foot : L'Italie remporte l'Euro 2021 face à l'Angleterre 30

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Dïala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Le PACP rafle la mise à Tessalit

Le Maire Adjoint Ismaël Ag Mohamed et ses camarades rejoignent Yeah Samaké

Le Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP) de Niankoro dit Yeah Samaké jubile à un moment où nombre de partis politiques chancèlent sur l'échiquier politique national. En effet, le parti vient de réaliser une très bonne « opération politique » à Tessalit, avec l'adhésion en son sein et sans condition de M. Ismaël Ag Mohamed, Maire Adjoint de la ville, et nombreux de ses partisans. Une bonne action politique ayant occasionné l'organisation d'une conférence de presse au cours de laquelle Yeah Samaké a interpellé le Premier ministre Choguel Maiga à

s'assumer pleinement face aux défis de l'heure!

Le Président du PACP, Niankoro dit Yeah Samaké, a d'abord tenu à saluer et à féliciter le Maire Adjoint de Tessalit et ses compagnons pour le choix responsable qu'ils ont fait en choisissant le Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP) comme cadre politique de lutte pour un Mali meilleur. Selon lui, il ne pouvait en être autrement, le PACP étant le précurseur de l'action politique concrète sur la scène politique malienne. Pour lui, ce choix les honore et prouve, si besoin était, que le

PACP continue avec sa percée dans le landerneau politique national.

Parole fut donc donnée à Ismaël Ag Mohamed lui-même, très connu sur la scène politique locale à Tessalit pour avoir été plus d'une dizaine d'années à la Mairie de la localité, pour expliquer les raisons qui ont motivé sa décision de rejoindre le PACP. Et pour lui, les raisons sont toutes simples. D'abord, il aura constaté que le PACP prône la politique autrement en centrant toutes ses actions sur le quotidien des populations. Construction des écoles, des centres de santé, d'adduction



d'eau, en sommes toutes choses sans lesquelles il n'y a même pas de vie. Ces actions humaines et humanitaires suffisent amplement pour justifier leur adhésion, lui et ses compagnons, au PACP.

Il rejoint également le PACP pour la réalisation de ses ambitions qui convergent avec celles en pratique au PACP, à savoir l'assistance

constante au chevet des populations à travers trois choses indispensables à la vie : l'Eau, la Santé et l'Education, mais aussi pour trois objectifs essentiels à ses yeux et pour lesquels il interpelle les autorités. Il s'agit en premier lieu de la justice. Pour lui, rien de durable ne saurait être construit sans la justice, une justice équitable au service de tous, sans distinc-

tion. Il y a ensuite la mise œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, sans laquelle, il serait difficile que notre pays retrouve sa quiétude d'antan. Et enfin, l'organisation d'élections crédibles et transparentes !

Rebondissant sur l'actualité nationale, Niankor dit Yeah Samaké a salué ce qu'il a appelé la « bravoure » du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, face à l'attitude de la France. « Nous sentons un peu de fierté nationale », s'exclama-t-il. Il a en outre tenu à clarifier certaines choses, notamment la position de son parti face aux propos irresponsables et diplomatiquement discourtois du Président du Niger, Mohamed Bazoum, propos qu'il a énergiquement condamnés. Le Président d'honneur du PACP s'est réjoui de la réaction du gouvernement qui, à travers le ministre des Affaires Etrangères, Abdoulaye Diop, a convoqué l'ambassadeur du Niger pour lui faire part sa vive consternation face aux propos du Président Bazoum.

Pour ce qui concerne l'évolution de la Transi-





tion, Yeah Samaké a exprimé un certain nombre de préoccupations qui sont celles du PACP. Pour lui, les questions vitales pour la réussite de la transition n'ont jusqu'ici eu pas de réponses. La mission première d'une transition étant d'organiser le transfert des pouvoirs à travers des élections crédibles, le PACP s'inquiète aujourd'hui du manque de précision qui entoure ce sujet. Or, dira Yeah Samaké, les maliens n'ont plus besoin de contestations postélectorales, d'où d'ailleurs toute l'étendue de la responsabilité des autorités actuelles de la transition, qui doivent tenir des propos rassurants et poser des actions qui rassurent. Cela est d'autant plus vrai que pour le Président d'honneur du PACP, l'action publique requiert avant toute chose l'acceptation sociale, et surtout une adhésion populaire.

Et Yeah Samaké d'interpeller les autorités de la Transition : « On ne peut pas diriger dans un vase clos. Nous demandons au Premier ministre Choguel Maiga de prendre la mesure de la gravité de la situation dans laquelle se trouve le Mali. On ne peut pas gérer le Mali à travers un groupe ou un groupuscule. Il n'est point le Premier ministre du M5-RFP, il est le Premier ministre de la Transition. Qu'il se fo-

calise sur la gestion des affaires de la nation, qu'il évite cette grande ingérence de ce groupuscule, parce que le Mali a besoin aujourd'hui de toutes ses filles et de tous ses fils. Pour cela, il doit clarifier certaines questions.

Notamment : quelles seront les circonscriptions électorales pour les échéances prochaines ? Allons-nous observer le statu quo (organiser les élections dans les régions et cercles déjà existants) ou allons-nous organiser les élections dans les nouvelles régions et nouveaux cercles ? Allons-nous pouvoir oui ou non tenir les élections ? Soyons précis, rassurons, parce qu'un aspect important des élections est la crédibilité du processus. En tant qu'acteur majeur, parce qu'acteur politique, aujourd'hui je n'ai pas confiance que les élections vont se tenir à date, parce que je ne sais pas dans quelles circonscriptions les élections vont tenir ? Cela n'est pas rassurant ! Nous demandons qu'il ait un langage clair, qu'on évite cette cacophonie au sommet de l'Etat...

Que le Premier ministre et le ministre de l'Administration Territoriale accordent leurs voix, parce que quand il y a cette cacophonie et cette incertitude au sommet de l'Etat, ça ne

contribue pas à rassurer pas le peuple malien, à fortiori les acteurs politiques... On se demande aujourd'hui dans chaque quartier général si nous devons injecter de l'argent pour l'organisation de nos campagnes, parce que la situation ne se prête pas à une certitude. Aucun pays ne s'épanouit dans l'incertitude ! N'entretenons-pas cette incertitude, soyons clairs et rassurants. C'est seulement dans la certitude que le Président de la Transition et le Premier ministre pourront rassembler les maliens. Nous sommes exigeants, nous sommes rigoureux, cela n'enlève en rien notre engagement ferme à la réussite de la Transition » !

Enfin, le Président d'honneur du PACP invite les maliens, les acteurs politiques et ceux de la société civile de se parler, à souffler dans la même trompette en vue d'adopter une position commune et de formuler une demande unique pour faire pression sur les autorités de la Transition, pour non seulement la réussite de la Transition, mais aussi pour sauver notre Patrie, le Mali !

■ **Moctar Sow**

■ Mme N'djim Fatoumata Dicko



Salam à tous, je suis aujourd'hui assez triste de vous informer que Mohamed Tangara dit kaou djim junior a été placée sous mandat de dépôt suite à une plainte de Orange Money pour arnaque. Humainement, nous avons fait à notre niveau tout ce qui est possible afin de l'aider car il clame toujours son innocence. Mais force reste à la loi. La loi est dure mais elle reste la loi. Et nul n'est au dessus de la loi. Les 10,11,12 Juillet des maliens sont morts en demandant une justice équitable pour tous, une santé pour tous, les services sociaux de base de qualité, zéro impunité. Tout en priant pour le repos de leurs âmes, je réitère ma confiance en la justice concernant cette affaire. Mohamed tangara est un malien comme les autres, un justiciable comme tout autre. Aucun traitement de faveur ne sera fait pour lui, nous faisons confiance en la justice de notre pays pour dire le droit. Je prie particulièrement pour lui afin qu'il sorte de cette histoire en ayant les enseignements bénéfiques qui lui permettront à l'avenir d'être un meilleur citoyen et une meilleure personne.

■ SY Ousmane



Les administrateurs territoriaux sont irremplaçables dans l'organisation des élections dans un pays aussi vaste et enclavé que le Mali, ne les diabolisons pas. Il appartient aux autres parties prenantes du processus électoral surtout les partis politiques de bien tenir leur place.

En réponse à @CheikhF06287382

Je n'ai rien contre l'organe unique que j'ai moi même proposé en son temps, mais je pense simplement qu'il faut éviter de croire qu'ils sont les seuls responsables des fraudes dont les partis politiques sont souvent les promoteurs actifs ou passifs.

■ Cheikh Fall



En réponse à @dosy_sy

Le problème est que, l'histoire montre que ils n'ont pas fait preuve d'indépendance vis à vis de l'autorité qui les nomme dans la gestion des élections. D'où cette défiance de la classe politique toute entière. Essayons autre chose.

■ Cardinal Fridolin Ambongo Besungu



J'ai la profonde douleur d'annoncer à la communauté chrétienne catholique et à toutes les personnes de bonne volonté le décès du Cardinal Laurent Monsengwo, ce dimanche 11 juin à Versailles en France. Intensifions les prières pour son repos éternel auprès de Dieu qu'il a servi.

■ Dr Djamila Ferdjani



Un rêve qu'on n'arrive pas à réaliser n'est ni un échec ni un malheur. Cela nécessite peut-être une autre approche. Et souvent ce sont le timing, le chemin emprunté ou l'estimation des enjeux qui sont à revoir.

■ ASSADEK AG HAMAHADY



"Monsieur Mohamed Bazoum dans la rue en 2010 pour soutenir un coup d'État. Môriya !"

■ Moussa Sey Diallo



Soumaila Cissé été vu comme un travailleur et un intelligent (Douane modernisée, ACI et cité ministérielle initiées), alors il doit être tenu qu'il savait se faire entourer. Donc malgré les apparences l'URD étonnera, car son fondateur lui a conçu un solide socle.

■ Henri Konan Bédié



Monsieur le Président, Après les mots choisis, empreints de respect que vous avez bien voulu m'adresser, je voudrais en retour, vous exprimer la grande émotion que je ressens en cet instant.

■ Larmes des pauvres



Drapeau du Mali #Mali -- Otages depuis septembre 2019. Plusieurs éléments #FaMa apparaissent dans une vidéo diffusée par la chaîne du #JNIM demandant l'aide du gouvernement. Certains évoquent une conditions de détention pénibles.



■ Abdoul MBAYE



Lorsque l'on a besoin de l'adhésion de son peuple pour faire face à certaines situations, on ne le transforme pas en ennemi. Les marges de manœuvre de Macky Sall deviennent de plus en plus étroites face à la faim, au Covid, aux risques d'inondations...

■ Baye Ag mahmoud



#Héros du jour

Il est loin d'être un élément sapeur-pompier, mais au contraire un maréchal des logis de la brigade territoriale de la gendarmerie de Nioro du Sahel qui sauve la vie de 3 personnes suite à des fortes pluies enregistrées ce matin à Nioro du Sahel.

#AlfousseinyAg



■ CANAM - MALI



Certificat ISO 9001 version 2015 : Le Cabinet Afrique Compétences reprend du service à la CANAM

Du 14 au 18 juin 2021, les cadres de la CANAM se sont réunis avec des Experts du Cabinet Afrique Compétences, pour mettre en place le Comité de pilotage et l'équipe projet en vue de la certification ISO 9001 version 2015.

Au cours de cette session, il a été procédé à la formation sur l'approche processus, l'élaboration de la cartographie des processus et la description des processus.

En vue de la certification, une seconde phase de formation des cadres de la CANAM s'est ouverte ce lundi 12 juillet sous la présidence du

Directeur Général, le médecin Général de Brigade Boubacar Dembélé.

Pour cette seconde session de cinq (5) jours, les travaux sont axés, entre autres, sur :

- la présentation et la validation du cadre organique de la CANAM ;
- la validation du logigramme ;
- la priorisation des objectifs ;
- la formation sur l'approche risque.

Le Directeur Général de la CANAM a remercié le Cabinet Afrique Compétences pour l'expertise fournie à son Organisme pour la certification future à l'ISO 9001 versions 2015.

Il a invité les participants à suivre de manière assidue les différents exposés.

SERCOM/CANAM



■ Agence France-Presse



Le chef des forces américaines et de l'Otan en Afghanistan, le général Austin Scott Miller, a quitté ses fonctions aujourd'hui, dans le cadre du retrait définitif des troupes étrangères du pays #AFP



■ Ammy Baba Cisse



La justice traque les voyous qui arnaquent les paisibles citoyens par orangemoney ou par d'autres moyens.

Radio Guintan



Yorosso: le véhicule du CSREF enlevé selon les infos reçues ce jour 12/07/2021 aux environs de 11H30 il y'aurait l'enlèvement du véhicule et matériels de l'équipe de monitoring du CSREF de Yorosso par des individus armés non identifiés non loin de l'usine de Karankana. L'équipe se porterait bien et les agents seraient rentrés au CSREF de Yorosso. À suivre




Ibou SY



CNT faites attention à la MINUSMA.

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
SECRETARIAT GENERAL



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

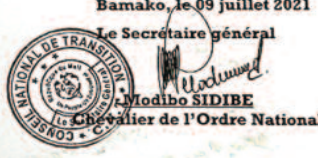
AVIS

Le Président du Conseil National de Transition (CNT) informe les membres du CNT que la **Commission des Lois Constitutionnelles, de la Législation, de la Justice, des Droits de l'Homme et des Institutions de la République du Mali**, en partenariat avec la **MINUSMA**, organise des **journées d'information sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger**, du 13 au 15 juillet 2021 dans la salle **Djéli Baba SISSOKO** du **Centre International de Conférence de Bamako (CICB)**, de 9 heures à 16 heures.

Sont conviés à y participer tous les membres du Conseil National de Transition.

Le Président sait compter sur la présence effective de tous.

Bamako, le 09 juillet 2021
Le Secrétaire général
Modibo SIDIBE
Le Chevalier de l'Ordre National



#Des rumeurs indiquent que le ministre de la Défense refuserait de remettre un haut gradé à la justice. Après vérification, nous avons appris que le ministre n'a pas encore reçu la correspondance concernant cette affaire.

Wait and See!!
I.S

FANA MÉDIA



FDP MALIKURA FANA

Après beaucoup de lampadaires pour éclairer toute la ville de Fana, la lumière qui est une source de sécurité, la section FDP MALIKURA FANA vient d'offrir quatre (4) forages gratuits à la population de Fana. Ces forages sont répartis entre les quartiers de Fana. Toute la population de Fana dit # MERCI # au parti FDP MALIKURA . Les salutations particulières sont à # Adama Camara dit Yama # pour son amour envers sa ville natale. L'eau c'est la vie !

Merci FDP MALIKURA FANA #
#Merci Adama Camara dit Yama #
Avec FDP MALIKURA, Fana avance.....



NIANG TV



SELON LE FIGARO DU MALI.

Depuis le mandat d'arrêt international annoncé contre l'ancien député Karim Keita, des informations font état d'une opposition du ministre de la Défense afin que soit entendu Moussa Diawara. Les responsables syndicaux de la magistrature, chargés de la communication, contactés par « Le Figaro du Mali » se disent surpris par ces informations qu'ils ignorent eux-mêmes. Deux magistrats que nous avons joints, influents syndicalistes du SAM et du SYLIMA, affirment qu'ils ne sont pas au courant : « une réunion de syndicats de magistrats en rapport avec un refus du Général Moussa Diawara, je ne suis pas au courant » confie un pilier du SAM.

Même étonnement du côté d'un responsable du SYLIMA qui demande la provenance de telles allégations. Dans les deux cas, il apparaît que rien de tel n'est à l'ordre du jour.

Les adversaires de l'ex patron des renseignements ont-ils repris du service? En tout cas, Moussa Diawara reste une légitimité incon-

turnable aux sein des forces armées du Mali.
 Dans un contexte de guerre, il est impérieux que l'institution militaire reste solide et compacte. Les hommes n'ont pas besoin d'être démoralisés par des compatriotes tapis dans l'ombre.
 Quant à la justice, elle saura poser les actions qu'il faut au regard de la stabilité sociale, politique et militaire.
 Figaro du Mali



Gouvernement du Mali



Carnet d'audience du Ministre des #Transports et des #Infrastructures !

Les membres du Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires du #Mali ont été reçu ce lundi (12 juillet 2021) après-midi en audience par Madame DEMBÉLÉ Madina SIS-SOKO. Conduite par Madame Sina DAMBA, la délégation dudit réseau est venue réaffirmer sa disponibilité à accompagner les actions du département des Transports et des Infrastructures.

Les échanges ont aussi porté autour des questions relatives à la sécurité routière et la prise en compte dans les projets de réalisation d'infrastructures routières des connexes en faveur des femmes.

Quelques photographies de cette audience

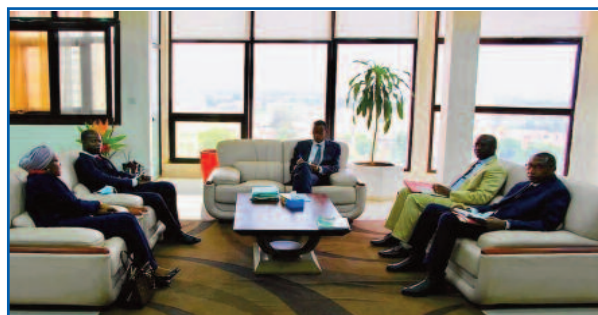
Cellule Communication du Ministère des #Transports et des #Infrastructures !



Secteur Bancaire : le PDG de Coris Bank International reçu en audience. Le Ministre de l'Economie et des Finances M. Alousséni SANOU a reçu, ce lundi après-midi, M. Idrissa Nassa, PDG de Coris Bank International, en séjour au Mali.

Accompagné par la Directrice Générale Coris Bank au Mali Mme Aissata Koné Sidibé, M. Idrissa Nassa a exprimé la disponibilité de son groupe bancaire à renforcer son accompagnement auprès du gouvernement à travers le financement de l'économie et le soutien au secteur privé. Le ministre de l'Économie et des finances a félicité le PDG de Coris Bank International pour les résultats engrangés par sa filiale malienne et il exprimé sa satisfaction au regard des appuis consentis par la banque en faveur de l'économie malienne ainsi qu'à sa clientèle depuis son implantation au Mali en 2004.

Il a également affirmé sa volonté et sa disponibilité à accompagner Coris Bank et l'ensemble des acteurs du secteur bancaire pour leur épanouissement dans un environnement propice au développement de leurs activités.



UN CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN TRANSFORMATION AGRO-ALIMENTAIRE DE REFERENCE EN CHANTIER A SIBY

Monsieur Bakary DOUMBIA, Ministre de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a visité les chantiers du Centre de formation professionnelle en transformation Agro-Alimentaire de Siby (CAAS). ce jeudi 8 juillet 2021.

Accueilli par le promoteur des lieux monsieur Salaha Baby, le Ministre Bakary Doumbia a eu droit à une visite guidée pour apprécier l'état d'avancement du chantier. Constitué de deux sites d'expérimentation et de production et d'un campus.

Le centre sera opérationnel en février 2022 et répondra aux besoins en ressources humaines qualifiées du secteur agro-alimentaire au Mali. Il faut noter que les travaux de construction sont exécutés par des entreprises maliennes à la grande satisfaction du Ministre.

#EMPLOIS, #FORMATION #CAAS



Mali : Un an après des violences meurtrières, un influent imam demande justice pour les victimes



L'influente imam malien Mahmoud Dicko, qui a mené la fronde politico-sociale en 2020 contre le président Ibrahim Boubacar Keïta avant le coup d'Etat d'août, a demandé dimanche "justice" pour les victimes d'un week-end meurtrier de contestation qui avait officiellement fait 11 morts il y a un an.

"Nous demandons tout simplement la justice", a clamé l'imam devant une assemblée réunie devant sa mosquée du quartier Badalabougou de Bamako, là où des forces de l'ordre étaient intervenues contre un rassemblement de fidèles. Au moins onze personnes avaient été tuées, selon le gouvernement, l'opposition parlant de 23 morts.

Les heurts, dans la nuit du 11 au 12 juillet 2020, au pic de la contestation contre le régime d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), avaient également fait 40 blessés parmi les fidèles et une centaine de blessés du côté des forces de l'ordre, selon un bilan officiel.

Ces heurts étaient intervenus aux abords de la mosquée de l'imam Dicko, au cœur d'une capitale d'habitude préservée des violences quasi-quotidiennes qui endeuillent une large partie du pays.

Dimanche après-midi, Mahmoud Dicko était assis entre plusieurs membres du mouvement dit du 5-Juin (M5), collectif hétérogène qui s'était agrégé contre le pouvoir à la mi-2020, et dont un membre est désormais à la tête du gouvernement dominé par les militaires putschistes. Étaient notamment présents un ministre issu du M5, l'imam Oumarou Diarra, à la tête du département de l'Action humanitaire, et un membre de l'organe législatif faisant office de parlement durant la transition, le Conseil National de Transition.

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, lui aussi issu du M5 et dont la présence avait été annoncée, n'était finalement pas présent.

Dans son discours, l'imam Dicko a répété que "l'armée doit rester une armée républicaine au service du peuple et non le contraire". "Le peuple malien ne donnera un chèque en blanc à personne", a-t-il dit, répétant une formule qu'il avait largement utilisée du temps de la fronde anti-IBK. Il faut, selon M. Dicko, "aller droit au but": "organisons des élections fiables et crédibles qui honoreront notre pays, et pour le reste, Dieu nous aidera inch'allah" ("si Dieu le veut", en arabe).

Les militaires, qui ont pris le pouvoir en août 2020 puis démis neuf mois

Mali : Le pays divisé après à l'annonce du retrait progressif de la force barkhane



L y a trois jours, Emmanuel Macron a détaillé, au cours d'un sommet du G5 Sahel, le plan de reconfiguration de la présence française dans la région, un mois après l'annonce de la fin progressive de l'opération barkhane. Mais cette annonce divise le pays en deux, entre ceux qui veulent un retrait définitif de l'armée française et des forces internationales, et ceux qui ne veulent pas en entendre parler.

L'Association Faso Kanu est basée à Bamako. Elle milite aujourd'hui pour un retrait total et définitif des « impérialistes français et de leurs alliés occidentaux » du Mali. Pour cette organisation, l'annonce du président français Emmanuel Macron est une manœuvre destinée à donner le change au peuple malien, car pour son président Ibrahim Kébé, c'est la France qui va rester à la manœuvre derrière la force européenne Takuba, au Mali pour épauler les FAMA, les Forces armées du pays.

« Cette décision des dirigeants français ne nous rassure guère. C'est pour donner davantage de place à ses alliés. Ils changent juste de nom, alors que la politique va rester, Takuba sera toujours piloté par la France. Nous, nous savons que le Mali en tant que pays peut effectivement faire face à cette guerre et la gagner », assure Ibrahim Kébé.

À Tombouctou dans le nord du pays, c'est la peur qui domine désormais, selon plusieurs personnalités de la société civile qui refusent de s'exprimer à visage découvert.

Le retrait des soldats français de leur base de Tombouctou avant la fin de l'année est « une catastrophe » selon l'un d'eux, qui rappelle que pour les habitants de Tombouctou, les FAMA ne pourront pas faire face, « seuls », contre les jihadistes.

« Celui qui dit cela est un rêveur. Ceux qui parlent au Sud ne connaissent rien aux réalités du Nord, c'est ça le problème. Des militaires qui sont à peine sortis du centre de formation, des jeunes de 18 à 25 ans qui n'ont aucune expérience... Vous pensez vraiment qu'ils peuvent faire face à ces jihadistes aguerris qui sont habitués à vivre dans le désert? » La seule solution, dit-il, c'est « que la France revienne sur sa décision de retirer ».

Source : RFI

plus tard le président de transition et son Premier ministre avant de s'arroger le fauteuil présidentiel, ont promis un retour à l'ordre constitutionnel lors d'élections en février 2022.

Source : AFP

Présidentielle 2022 : Le PM maintient la création de l'organe unique de gestion des élections



La salle de conférence de la Primature a abrité, le jeudi dernier, une rencontre entre le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, et la classe politique. Cette réunion s'est déroulée autour de l'organisation des futures élections envisagée par les autorités de la transition. Les débats se sont focalisés sur la création de l'Organe unique de gestion des élections. Le Premier ministre a rappelé que le changement intervenu le 18 août 2020 est dû à une crise née au lendemain des élections législatives. "Donc, nous devons tirer les leçons", a-t-il déclaré. Pour Dr Choguel Kokalla Maïga, la réussite de la transition passe par des réformes nécessaires pour redonner l'espoir au peuple malien, surtout l'organisation d'élections crédibles. Le Premier ministre s'est ensuite exprimé sur la question de la mise en place de l'Organe unique de gestion des élections.

Dr Choguel Kokalla Maïga a assuré que cette structure unique chargée des élections va faire son travail, de bout en bout. Il a ajouté que l'administration aura forcément un rôle à jouer dans le processus des élections. Selon Dr Choguel Kokalla Maïga, il appartient maintenant au Gouvernement, à la classe politique et autres forces vives de déterminer la parcelle d'autorité que chacun doit exercer. Cela avec comme objectif, qu'à la fin des élections, il ait moins de contestations. Le temps permettra-t-il de mettre en place cet Organe unique de gestion des élections ? En réponse à cette interrogation que plusieurs acteurs politiques se posent, le Premier ministre a affirmé que lorsqu'on est déterminé et qu'on connaît la situation de notre pays "on va à la marche forcée".

Le Premier ministre est convaincu que "nous ferons le nécessaire pour être dans le délai..." Mais il reste persuadé que cela doit passer par la concertation et le sens de l'écoute. C'est pourquoi, il a instruit aux ministres de la Refondation de l'Etat et au ministre de l'Administration territoriale et à celui délégué auprès du Premier ministre, chargé des Réformes politiques et institutionnelles, de se concerter régulièrement et être en concertation permanente avec la classe politique.

Pour le Chef du Gouvernement, le dialogue va rester permanent entre la classe politique et le Gouvernement.

Les partis politiques ont réagi différemment à la question de la création de l'Organe unique de gestion des élections. Certains préfèrent qu'on renforce la CENI pour l'organisation des élections.

En tout cas le dialogue reste ouvert entre les deux parties.

Seydou Diamouténé / Source : Journal le 22 Septembre- Mali

Intillit : Des brebis galeuses au sein de la CMA



Le 29 juin dernier, lors d'une opération dans la commune de N'Tillit, la force Barkhane a arrêté trois personnes dont deux se sont présentées comme des officiers de la CMA. L'un d'entre eux, Bahoudou Ag Hamata, serait pourtant bien connu pour sa proximité avec le grand banditisme et le djihadisme.

Bahoudou Ag Hamata, pourtant officiellement membre d'une organisation agissant pour l'avancée de l'APR, n'a en réalité rien d'une personne œuvrant pour la paix au Mali. Ce natif de Bourem fait plus parler de lui pour son opportunisme malveillant et ses activités criminelles que pour son sens moral et son souci du bien commun.

Impliqué depuis plusieurs années dans des trafics divers, dont celui des voitures volées qu'il revend notamment aux groupes terroristes, ce dernier agirait uniquement guidé par son seul enrichissement personnel. C'est avec cet état d'esprit qu'il traiterait aussi bien avec le INIM que l'EIGS. Mais, sa complicité avec les différents groupes illégaux ne se limiterait pas au seul recel de voitures et Bahoudou se serait également fait un nom dans le trafic d'armes au Mali.

Grâce à un réseau de facilitateurs et sa connaissance du milieu du crime organisé, il n'est dès lors pas illogique que Bahoudou traite à la fois avec le INIM et l'EIGS, deux groupes dépourvus de sens moral une fois sortis de leurs discours. Le négoce simultané avec les deux mouvances djihadistes pourrait cependant devenir conflictuel. En effet, la probable reprise d'affrontements plus violents entre les deux groupes devrait sans nul doute pousser les groupuscules à exiger l'arrêt des livraisons d'armement à l'adversaire.

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Billet : Tout à fait d'accord avec Moussa Timbiné !



Présent aux festivités marquant l'anniversaire de son parti, Moussa Timbiné, cadre RPM et ancien Président de l'Assemblée Nationale, a eu les mots justes pour dire ce qu'il ressent actuellement. On retient de ces propos qu'il ne courbera pas l'échine ni pour saluer un homme politique, qu'il soit de son parti, le RPM, ou d'une autre formation ; qu'il ne sera pas le pyromane de la République. Au contraire, le jeune cadre du parti RPM dit qu'il est prêt à aider pour que le pays se sorte du trou dans lequel il se trouve. Mieux, celui que les gens ont longtemps présenté comme le frère ennemi de Bocari Trétra, souhaite qu'il y ait un débat franc et sincère dans son parti pour l'aider à se relever de ce qui s'est passé, c'est-à-dire la perte brutale du pouvoir avec le coup d'Etat contre le président et camarade IBK. Actuellement, au sein du RPM, rien ne va. Les démissions s'enchaînent et fragilisent davantage le parti. Pour Moussa Timbiné, le moment venu, il faudra qu'il y ait discussion à l'interne. Que les gens se parlent pour situer les responsabilités de cette débâcle pour pouvoir regarder l'avenir avec espoir et sérénité en posant les bases qu'il faut. C'est la volonté qui anime actuellement le jeune Moussa Timbiné. Une sorte de « on se dit les Gbê ! » pour pouvoir aller de l'avant. C'est tout ce dont le RPM a besoin en ce moment : un langage de vérité ! Encore faudra-t-il que les autres cadres prennent la mesure de la situation et acceptent ce débat franc à l'interne. De toutes les manières, ils n'ont pas le choix, s'ils veulent sauver leur parti.

El hadj Tiémoko Traoré / Source : Le Pouce

Mine : Morila monte progressivement en puissance

Firefinch se réjouit d'un deuxième trimestre record à sa mine d'or Morila. La compagnie a indiqué, le 6 juillet, une production en hausse de 21 % en glissement mensuel à 5 019 onces d'or pour juin, soit le meilleur mois depuis l'acquisition de l'actif. Cela porte la production des trois derniers mois à 12 555 onces, contre 9 970 onces au premier trimestre 2021.

Il faut souligner que Morila tient progressivement les promesses annoncées par Firefinch, qui compte donner une nouvelle jeunesse à cette mine d'or déclarée en fin de vie par ses anciens propriétaires. La compagnie vise 170

Mopti : 7 casques bleus blessés dans une explosion



Sept Casques bleus de l'ONU au Mali ont été blessés, le vendredi dernier, dans l'explosion d'une mine artisanale au passage de leur véhicule dans le centre du pays, a annoncé la Mission de l'ONU au Mali (Minusma). "Lors d'une patrouille, la Minusma déplore sept blessés suite à l'explosion d'un IED" (Engin explosif improvisé) ou d'une mine "à proximité de Diallo", dans la région de Mopti (centre), a-t-elle écrit sur Twitter.

La nationalité des blessés n'a pas été précisée. "Le chef de la Minusma (El-Ghassim Wane) condamne fermement ces actes lâches qui ont pour but de perturber le déroulement de nos opérations", selon le texte. Les engins explosifs improvisés sont une arme de prédilection des djihadistes contre les forces maliennes, françaises et internationales. Ils tuent aussi de nombreux civils. Depuis 2012 et le déclenchement de rébellions indépendantiste et djihadiste dans le Nord, le Mali est plongé dans une tourmente multiforme qui a fait des milliers de morts, civils et combattants, malgré le soutien de la communauté internationale et l'intervention de forces de l'ONU, africaines et françaises. La Minusma, déployée au Mali depuis 2013, est actuellement la mission de paix des Nations-Unies la plus meurtrière au monde, avec quelque 150 tués dans des actes hostiles, selon les statistiques de l'ONU.

Source : Journal l'Aube- Mali



000 onces d'or en 2023 et 200 000 onces d'or par an à partir de 2024. Pour le moment, la mine est censée produire 13 000 à 15 000 onces au troisième trimestre 2021.

Source : Journal l'Aube- Mali




Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Interview exclusive de la fiancée du journaliste disparu Birama Touré, Hawa Diallo sort de son mutisme : « Je ne souhaite rien d'autre que la justice... »

Plus de cinq ans après la disparition du journaliste Birama Touré, les nouvelles autorités de la transition entendent sortir cette affaire de l'ombre. Pour l'occasion, nous avons réussi à sortir de son silence, Mme Hawa Diallo. Celle-là même qui devait convoler en juste noce avec Birama Touré, le 14 février 2016. Malheureusement, son fiancé n'a pas donné signe de vie depuis le 29 janvier 2016. Plongée dans un chagrin indescriptible, de santé fragile et vivant aux dépens de son beau-frère à Attbougou, Hawa Diallo, d'une voix nouée de tristesse, dans une interview exclusive qu'elle a accordé à votre journal, explique les derniers instants avec son "homme", sa solitude, l'appui de ses proches, son sentiment d'impuissance et d'abandon par ses confrères.



Le Sursaut : Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Hawa Diallo : je suis née en 1978. Je suis sortante de l'ECICA, spécialité : secrétariat de direction. Je vis chez ma grand-sœur et son mari à Attbougou depuis le décès de notre maman. Je suis la fiancée du journaliste Birama Touré.

Nous avons effectivement appris que c'est vous qui étiez la fiancée de Birama Touré, pouvez-vous nous dire comment vous vous êtes rencontrés ?

H. Diallo : Birama et moi, nous nous sommes connus grâce à mon beau-frère, Soumaïla Coulibaly. Mais au-delà, nous sommes tous

les deux issus du quartier de Bagadadji. Nos familles sont voisines. Mais le lien de mariage a été établi grâce à mon beau-frère, qui entretenait une amitié sûre avec Birama.

Votre relation avec Birama a-t-elle duré ?

H. Diallo : non, franchement parlé, on ne s'est pas fréquenté avant d'envisager le mariage. C'est quand il a décidé de se marier que son choix s'est porté sur moi. Il a fait toutes les démarches à cet effet. On avait même fixé la date du mariage. C'est le jour même où l'on a fait la déclaration de mariage à la mairie que Birama a disparu. Je me rappelle bien de cette date, c'était le 29 janvier 2016. Car, la célé-

bration de notre mariage était programmée pour le 14 février 2016 à la mairie de Bagadadji.

Etiez-vous d'accord de vous marier avec Birama ? Pouvez-vous nous confirmer qu'il n'y avait aucune entrave, ni de doute pour que vous soyez l'épouse de Birama Touré ?

H. Diallo : Aucun doute. Nous étions tous les deux consentants pour sceller ce mariage. Tout était déjà réglé pour la tenue de ce mariage à la date indiquée.

Madame, pourtant certaines indiscretions laissent entendre que vous n'étiez pas d'accord pour ce mariage avec Birama Touré. Toute chose qui aurait causé son chagrin. Cela est-il vrai ?

H. Diallo : Cette information est fautive. On s'aimait bien. D'ailleurs Birama faisait tout chez nous. On mangeait ensemble matin, midi et soir. (Son beau-frère intervient pour dire que Hawa et Birama s'appelaient entre eux : « mon cœur »).

Au moment où Birama s'engageait dans ce mariage, on a dit qu'il n'était plus dans son ancien journal "Le Sphinx". Est-ce qu'il vous en a informé ?

H. Diallo : En réalité, dans nos causeries, on ne parlait pas de son boulot. Nos conversations tournaient sur la vie entre nous deux, notamment notre projet de mariage, notamment l'appartement qu'il emménageait et dans lequel je devais résider à Sebenikoro, mais pas son travail. Je savais quand-même qu'il était journaliste, mais pas plus.

Donc, il ne vous a jamais parlé d'un dossier sur lequel il était en train d'investir qui aurait des retombées financières pour régler les charges de votre mariage ?

H. Diallo : Non, jamais ! [Clame- t- elle] Il ne m'a parlé d'une quelconque affaire.

Nous les journalistes, lorsque nous sommes sur des dossiers sensibles, nous limitons nos conversations avec nos conjoints, surtout les échanges téléphoniques. Est-ce que cela a été le cas entre toi et Birama au moment de sa disparition ? Il vous a déjà dit, être en

conflit avec une personnalité ou un personnage du pays ?

H. Diallo : Cela aussi n'a jamais été le cas entre nous. Il m'appelait comme bon lui semblait, idem pour moi. Lors de nos causeries, il ne m'a jamais dit être en conflit avec une personnalité du pays. Comme j'ai eu à le dire, nos conversations portaient seulement en ce qui concernait notre vie de couple.

Vous vous rappelez du dernier jour de votre rencontre avec Birama ?

H. Diallo : Oui ! je m'en rappelle très bien, comme si c'était hier. C'était un vendredi, le 29 janvier 2016, le jour même où nous avons fait notre déclaration de célébration de mariage. De retour de la mairie, nous avons mangé ensemble ici à la maison. Puis il a pris congé de moi pour aller remettre, à son oncle à Bagadadji, sa pièce d'identité. C'est après avoir quitté leur grande famille à Bagadadji, que personne ne l'a plus revue (ou entendu de ses nouvelles).

C'est vers le coup de 21 heures que j'ai essayé de l'appeler sans succès. Son téléphone était sur répondeur. Après plusieurs tentatives infructueuses, j'ai décidé dès le lendemain de me rendre chez lui à Sébénikoro. Il était aussi absent de là-bas.

Après avoir constaté son absence de chez lui, vous avez informé quelle personne ou quelle autorité ?

H. Diallo : Quand j'ai constaté que son téléphone était injoignable, qu'il n'est pas chez lui à la maison, j'ai immédiatement informé son frère. Ce dernier aussi était dans le même état d'âme que moi. Il m'a dit que lui aussi n'arrive pas à joindre Birama à partir de son numéro. Au même moment, des membres de sa famille ont aussi sillonné tous les commissariats et hôpitaux de la place, ainsi qu'au niveau de la prison centrale sans succès. En un mot, durant les deux jours qui ont suivi la date de notre dernière entrevue, nous avons recherché en vain mon mari (elle coupe la parole et laisse tomber quelques gouttes de larmes sur son visage).

Madame, aujourd'hui, est ce que vous avez encore de l'espoir pour revoir votre mari ?

H. Diallo : Toujours ! Moi... tout ce que je veux c'est d'avoir les nouvelles de mon mari. Savoir

s'il vit, comment il se porte. Si malheureusement il n'est plus de ce monde, pour faire mon deuil, j'ai besoin de savoir comment il est mort ? Si je dispose de son corps, qu'il soit inhumé dignement, conformément à la religion et à la tradition musulmane. Je veux me recueillir sur la tombe de mon mari au cas où il ne serait pas vivant.

De la disparition de Birama Touré à nos jours, il y a eu plusieurs associations se réclamant de sa défense. Est-ce que les responsables de ces associations sont venus vous rendre visite ?

H. Diallo : Sans vous mentir, aucun membre d'aucune association de défense des droits de Birama Touré ne m'a rendu visite. Personne (elle sanglote à nouveau). Je n'ai vu personne. La seule personne qui a cherché mon numéro de téléphone pour s'enquérir de mes nouvelles et me consoler est son ancien directeur, Adama Dramé. A part lui, aucune autre personne d'une association ou d'un groupe de presse n'a cherché à me rencontrer. Vous êtes le premier journaliste qui est venu chez moi pour parler de Birama Touré.

Donc vous voulez dire que depuis cinq ans, personne n'est venue vous apporter un soutien, même moral ou psychologique ?

H. Diallo : En réalité, à part un cousin de mon mari, du nom de Lahaou Touré et mes deux beaux-frères, Moustaph Diakité et Soumaïla Coulibaly (les deux époux de ses deux sœurs), personne d'autre ne m'a apporté un quel-

conque soutien. Si j'arrive aujourd'hui à vivre avec la conscience tranquille, malgré ce que j'ai sur le cœur, c'est grâce à ces trois personnes.

Aujourd'hui, si l'affaire de Birama Touré doit être tranchée devant les tribunaux, qu'est-ce que vous demanderez à nos autorités judiciaires ?

H. Diallo : Tout ce que je demande est la justice pour mon mari. Mon souhait est que la justice soit rendue dans la vérité et la droiture pour aplanir le chagrin qui m'affecte aujourd'hui et donner satisfaction à tous les Maliens épris de justice dans cette affaire.

A l'issue du procès, lorsque la justice désignera un coupable, comme bourreau de votre mari, allez-vous pardonner à ce dernier ?

H. Diallo : Je suis une croyante. Le bon Dieu a autant prôné le pardon que la réclamation des droits. De ce fait, je ne souhaite aucunement voir ou retrouver mort celui qui était destiné à être mon mari. Mais si cela est le cas, nous sommes dans un pays de droit, que la justice tranche comme cela se doit pour mettre tout le monde dans ses droits et sanctionner les présumés coupables. Je reste confiante, j'ai un avocat (Me Alassane Diallo du Cabinet Penda) qui suit cette affaire de son début à maintenant. Je lui fais confiance.

Interview réalisée par Moustapha Diawara
Source : Le Sursaut- Mali





EMIA : La 43^e Promotion chez ATT

Après la cérémonie de baptême de la 43^e Promotion Feu le Général d'Armée Amadou Toumani Touré de l'Ecole Militaire Interarmes (EMIA) de Koulikoro, le vendredi 2 juillet dernier, Mme Touré Lobbo Traoré a offert, lundi 5 juillet, une réception aux 63 élèves officiers. La cérémonie s'est déroulée au domicile d'ATT à l'ACI.

Cette cérémonie conviviale et très chaleureuse s'est déroulée au domicile d'ATT, à Hamdallaye ACI 2000. C'était en présence de plusieurs Personnalités, amis et proches collaborateurs de feu ATT notamment Seydou Cissouma, Dr. Badara Alou Macalou (ancien ministre) et tant d'autres...

Lors de cette réception, Mme Touré Lobo Traoré, veuve de Feu le Général Amadou Toumani Touré, a fait part de son émotion et de sa fierté pour l'hommage rendu au Président ATT, vendredi 2 juillet dernier, lors de la cérémonie de baptême de la 43^e promotion, à la place d'armes du Centre d'instruction Boubacar Sada Sy de Koulikoro. Elle a profité de cette occasion pour adresser ses remerciements au Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition, Chef de l'Etat, pour l'hommage rendu au Président ATT, lors de ce baptême. « **Soyez les Bienvenus au domicile de votre parrain, Feu le Général Amadou Toumani Touré où j'ai l'honneur et le grand plaisir de vous accueillir au nom de toute la famille. Nous nous retrouvons, trois jours après la belle cérémonie de baptême de promotion organisée à Koulikoro. Merci au Président de la Transition, Chef de**

l'Etat, le Colonel Assimi Goïta, pour ce bel hommage au Président ATT qui nous a quitté subitement, le 10 novembre 2020 », a souligné Mme Touré Lobo Traoré avec beaucoup d'émotion, avant d'adresser ses sincères remerciements à l'encadrement de l'Ecole militaire interarmes pour la qualité de la formation reçue par les jeunes Officiers destinés à la relève : « **Vous avez choisi un parrain qui laisse à la postérité l'image d'un soldat patriote, pénétré d'un sens profond du devoir, d'un Homme humble, patient et persévérant. A vous, jeunes Officiers, je veux que vous vous sentiez toutes et tous désormais comme des membres à part entière de la famille Touré** ».

En outre, elle a mis l'accent sur la présence de quatre femmes au sein de la promotion. « **Quel magnifique symbole que le Major de la promotion soit une femme quand on sait l'engagement du Président Amadou Toumani Touré pour l'équité du genre** », a affirmé Mme Touré Lobbo Traore.

Les 63 élèves Officiers étaient très heureux et fiers d'être reçus par la veuve de leur parrain pour une telle réception. Devant Mme Touré

Lobbo, ils ont promis de relever le défi pour honorer ATT.

Selon le Sous-lieutenant Véronique Dakouo, Major de cette brillante promotion de l'EMIA, le parrain de la 43^e promotion, Feu le Général d'Armées Amadou Toumani Touré est un modèle, un exemple à imiter : « **Notre promotion a eu la chance et le privilège d'avoir un parrain dont le Mali entier est fier. Notre promotion est vraiment contente de cela** ». Elle a aussi fait part de sa gratitude envers Mme Touré Lobo Traoré pour la réception offerte en l'eut endroit : « **Tous les Officiers de la 43^e promotion de l'EMIA ont été reçus par la veuve du Feu Président ATT, Mme Lobo Touré. C'est un honneur, une fierté pour nous et une marque d'estime de sa part à l'endroit de la 43^e promotion. Nous lui avons promis de travailler comme ATT, à porter vraiment le Mali dans notre cœur et à le défendre avec vaillance** », a conclu le Sous-lieutenant Véronique Dakouo.

MS - Source : Journal l'Aube- Mali

Examen de fin d'année 2021 : Le top départ a été donné hier

Le ministre de l'Éducation nationale, Madame Sidibé Dédéou Ousmane a procédé, le lundi 19 octobre 2020, au lancement des épreuves de l'examen des techniciens en Santé au lycée du progrès de Bamako. Ce lancement marque le début des évaluations de fin d'année sur toute l'étendue du territoire nationale.



Pour cette session de l'examen des techniciens en santé, ils sont 6450 candidats dont 4 954 filles toutes filières confondues sur l'ensemble du territoire national. Le centre du lycée privé Progrès a été choisi par madame le ministre de l'éducation nationale, Mme Sidibé Dédéou Ousmane, pour le lancement des épreuves. Pour la circonstance, Mme le ministre était accompagnée du gouverneur, du maire de la Commune VI, du président des établissements privés en santé et bien attendu de la directrice de l'académie d'enseignement Bamako rive droite, Mme Touré Zahiatou Ayouba. Il faut noter que tous les candidats ont répondu présent. Dans ce centre d'examen visité, on sentait une certaine sérénité sur le visage des candidats et des surveillants. L'enveloppe ouverte par Mme le ministre contenait l'épreuve pathologie médicale, filière Infirmier Santé Publique, cycle technicien de santé.

Selon Seydou Konaté, candidat, les sujets étaient abordables, car ils portent sur des le-

çons déjà vues en classe. Il en a profité pour inviter les autres candidats au respect strict du règlement intérieur et de la police de surveillance.

Consciente du rôle de la santé dans la vie de l'Homme, Mme Sidibé Dédéou Ousmane, ministre de l'éducation nationale, a invité les candidats au sérieux pour affronter les épreuves car le domaine de la Santé est important pour le développement d'une nation. « **Pour le lancement des épreuves, nous sommes sur la rive droite de Bamako, dans un des centres qui abrite l'examen en Santé publique. Nous avons un total de 1904 candidats 1623 filles repartis entre les différents centres. Donc, le ton est donné. L'organisation se passe assez bien. Les épreuves ont été distribuées dans les règles de l'art et les candidats se sont mis au travail. Je leur ai souhaité bonne chance et insisté surtout sur le fléau qui mine aujourd'hui le monde l'éducation, c'est-à-dire la fraude. On**

leurs a fait une mise en garde surtout qu'ils sont dans un domaine assez sérieux qui est le domaine de la santé. Qui dit santé, dit s'occuper de la vie de l'autre. Je pense que les surveillants seront assez vigilants pour que nous puissions avoir des très bons résultats à l'issue de ces examens. Sur le plan national, nous avons un ensemble de 6450 candidats et simultanément les examens ont débuté sur l'ensemble du territoire national », a-t-elle dit.

La directrice de l'académie d'enseignement Bamako de la rive droite, Touré Zahiatou Ayouba, a indiqué que ces examens concernent les spécialités suivantes : Santé maternelle et infantile, Laboratoire pharmacie et Santé publique. Au centre du progrès, ce sont les candidats en Santé publique qui composent. Dans ce centre, ils sont 831 candidats dont 256 garçons et 575 filles. « **Dans l'ensemble de nos 3 centres, nous avons 1904 dont 1623 filles et 581 garçons. Nous avons tenu à ce qu'à la réunion préparatoire, chaque président de centre lit les textes qui régissent les examens et les expliquent aux surveillants. En retour, les surveillants ont lu la police de surveillance et le règlement des examens aux candidats pour que chacun sache à quoi s'en tenir. Pour réussir un examen, il faut une surveillance complète, j'allais dire une surveillance réussie. Et j'appelle surveillance réussie, un surveillant qui sait à quoi s'en tenir. Un surveillant qui fait son travail avec responsabilité et avec vigilance. On ne veut pas empêcher la fuite parce qu'on n'a pas tous les éléments nécessaires à notre niveau pour la fuite. Mais, on peut éviter la consommation de la fuite. Même s'il y a fuite, s'il n'y a pas consommation de la fuite dans les salles, cela veut dire que les examens ont réussi. Et cela relève du devoir et de la responsabilité des surveillants. Ils doivent savoir que la réussite des examens en grande partie repose sur leurs épaules. Que ça soit pour la surveillance, que ça soit pour la correction, les enseignants sont au centre des activités d'examen** », a-t-elle expliqué.

■ Ibrahim Sanogo

Renforcement des capacités par Teya Institut : Apporter des améliorations aux précisions budgétaires

Teya institut a organisé, le lundi 12 juillet 2021, un atelier de renforcement des capacités et de sensibilisation de cadres d'entités publiques chargés de l'application de la comptabilité matière au Mali. Cet atelier vise de contribuer à l'assainissement de la gestion du patrimoine des Etats membres de l'UMOA et à la maîtrise en temps réel du patrimoine de l'Etat et de disposer d'un cadre harmonisé pour l'organisation et la tenue de la comptabilité des matières dans les Etats membres de l'union.

Cette session de formation, par TEYA institut sur les fondamentaux des règles juridiques et les procédures et techniques qui gouvernent et retracent les opérations d'entrées, de circulation et de sorties des biens du patrimoine de l'Etat, des établissements publics et des collectivités. La comptabilité matière est une composante de la comptabilité publique. Teya Institut est un cabinet de prestations intellectuelles de référence. Etant, le complément physique de la comptabilité des deniers des personnes morales publiques, cette session de formation permettra aux comptables-matières, de maîtriser parfaitement les concepts de cette discipline de gestion des biens et son application pratique à l'effet de promouvoir une utilisation rationnelle des matières et matérielles.

Acteur de référence depuis 10 ans, Teya institut est une agence spécialiste de la transformation digitale en Afrique. Ce cabinet a pour mission d'accroître la performance de ses clients en utilisant tous les leviers du digital : data, webmarketing et media. C'est pour cette raison qu'ils ont créé leur propre centre de formation, au service des clients, afin d'accélérer la maîtrise des nouveaux outils innovants par des collaborateurs ou encore de permettre leur réorientation professionnelle. Selon Salifou Togola, agent de la direction de l'administration des biens publiques, par comptabilité matière, l'Etat dans ces multiples actions acquiert beaucoup de matériels pour le fonctionnement de ces services. Ces matières ont besoin d'un suivi et d'une gestion d'où l'objet de la comptabilité matière, pour que les biens de l'Etat soient bien gérés. «

Pour moi, la comptabilité matière est importante pour ceux-là qui sont chargés de la comptabilité matière dans les services publics. S'ils l'appliquent correctement au sein de leurs services, il y aura des retombés probants. Si la comptabilité matière est mieux vulgarisée, il y aura des avancées significatives au sein des services publics. Nous avons besoins que les gens soient suffisamment informés afin que le travail que nous attendons à la direction de l'administration des biens nous

parviennent à temps. La comptabilité matière elle-même en soi, est lorsque l'Etat achète des matières, à l'arrivée, il faut que ces matières soient réceptionnées ; c'est-à-dire que le comptable matière puisse se rendre en compte que le besoin exprimé par l'Etat est pris en compte par le fournisseur. Il faut que la livraison soit conforme aux besoins de l'Etat. Et les comptables matières sont tenus de veiller sur les matériels », a-t-il affirmé.

Et d'ajouter : « Avec le bénéfice de l'expertise des consultants hautement qualifiés, quel que soit le niveau de connaissance, il saura adapter la formation à vos besoins. Au cours de nos formations, nous encourageons la participation et l'échange, car plus l'implication collective est forte, meilleure est la restitution des connaissances », dixit Salifou Togola.

Cette session est destinée à une équipe de 53 formateurs, experts du digital et opérationnels. Les formateurs sont des experts du digital. Leurs années d'expérience sur des métiers à haute responsabilité constituent un réel gage de fiabilité.

■ Ibrahim Sanogo



Promotion de la Santé et de l'Action humanitaire : L'ONG Médecins Humanistes-Mali (MHM) lance ses activités

L'Hôtel de l'Amitié de Bamako a servi de cadre au lancement officiel des activités de l'ONG Médecins Humanistes-Mali (MHM) sous la haute présidence du ministre délégué auprès du ministre de la Santé et du Développement Social, chargé de l'Action Humanitaire, de la Solidarité, des Réfugiés et des Personnes Déplacées, Oumarou Diarra, qui avait à ses côtés El Hadji Djimé Sylla, président de l'ONG Médecins Humanistes de la Côte d'Ivoire, et Mme Coulibaly Oumou Coulibaly, présidente ONG Médecins Humanistes-Mali. La cérémonie en outre a enregistré la présence des représentants du Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, du chargé de mission du Premier Ministre, entre autres.

Afin d'améliorer les conditions de santé et de vie de la population malienne affectée par la crise multidimensionnelle, l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Médecins Humanistes du Mali dépose ses valises à Bamako pour contribuer au bien-être socio-sanitaire des

communautés par la promotion de la santé et de la protection de l'environnement, ainsi que par la création de richesse pour l'insertion socio-professionnelle des jeunes... Créée sous l'arrêté Numéro : 2021 0617/MATD SG du 03 mars 2021, le siège de l'ONG Médecins Humanistes-Mali se trouve à Kalaban Coura rue 260 porte 22.

En plus de contribuer à l'amélioration de l'état de santé et du bien-être des populations en général, elle accentue ses efforts sur les plus vulnérables en particulier, en vue d'un développement harmonieux et durable. Pour la présidente de l'ONG, Mme Coulibaly Oumou Coulibaly, cette cérémonie de lancement marque le début officiel des activités de l'organisation au Mali. Occasion pour elle de présenter les ambitions des responsables de cette ONG et leurs partenaires pour apporter leur contribution à l'édification d'un Mali prospère dans la paix et la sécurité.

Selon elle, l'ONG est née de la volonté d'un ressortissant Malien installé en Côte d'Ivoire,

en la personne de El-Hadji Djimé Sylla, et des cadres maliens pour participer au développement du Mali. Leurs premières actions s'orientent vers les personnes vulnérables et au développement à travers les actions humanitaires pour accompagner l'Etat dans sa politique à travers différents projets et programmes. Quant à M. Djimé Sylla de l'ONG Médecins Humanistes de Côte d'Ivoire, il indiquera qu'ils apportent beaucoup d'aides à la société, et plus spécifiquement aux jeunes diplômés sans emploi en les utilisant dans les stages-emplois, entre autres.

Dévoué et engagé pour ne pas couper les liens avec son pays, El-Hadji Sylla fera savoir qu'il est venu partager cette expérience de Médecins Humanistes au Mali à travers l'ONG Médecins Humanistes-Mali. Il dira qu'il ressent très satisfait et convaincu de cette cérémonie de lancement que le projet connaîtra un succès franc au Mali, vu l'engagement des autorités maliennes à accompagner l'ONG. Le ministre Oumarou Diarra n'a pas manqué d'apprécier la création de cette ONG humaniste. Selon lui, elle vient ainsi renforcer le couronnement de sa mission de tous les jours.

Occasion saisie d'ailleurs par lui pour inviter les partenaires de l'ONG et les personnes de bonne volonté d'appuyer de telles initiatives pour le développement de notre pays.

■ Yama DIALLO



Boubou Cissé répudié par une franche de la jeunesse URD : Le parti va-t-il lui retirer sa confiance ?



L'hospitalité légendaire malienne recommande de réserver un accueil chaleureux à ceux qui ont fait le choix de venir chez vous. Cette vertu cardinale aurait tendance à disparaître. En tout cas, l'ancien Premier ministre, Boubou Cissé, le nouvel adhérent de l'URD, en a appris à ses dépens le jeudi 8 juillet 2021, quand un groupe de jeunes de l'URD a envahi le siège pour demander son départ pur et simple de l'URD, pour incompatibilité morale. Les jeunes frondeurs ont profité de la réunion

des vice-présidents de l'URD pour remettre une déclaration aux participants dans laquelle ils ont fustigé l'adhésion de Boubou Cissé qui, selon les manifestants, viole les principes sacro-saints de l'éthique. Dans cette déclaration, les jeunes de l'URD disent ne pas être contre la personne de Boubou Cissé, mais veulent que le parti de Soumaila Cissé ne soit pas souillé par ceux qui sont à la base de la descente aux enfers du Mali. Pour eux, Boubou Cissé, le dernier PM du régime le plus corrompu du Mali indépendant, n'est pas

le bienvenu dans ce parti qui défend les valeurs d'éthiques et de bonne gouvernance. Sa venue à l'URD a causé plus de tort que de bien. La question que bon nombre de maliens se posent est celle de savoir ce qui fait courir Boubou Cissé dans tous les sens ? Est-il si obsédé au point de fouler aux pieds la morale, l'honneur et la dignité ? Son adhésion à l'URD ne pouvait avoir d'autres explications que la volonté pour lui d'assouvir coûte que coûte, vaille que vaille, son dessein machiavélique de devenir Président de la République envers et contre tous. Tout porte à croire que l'ancien PM d'IBK est très mal conseillé. Ceux qui souhaitent qu'il aille jusqu'au bout de sa logique, ne sont mus que par leurs intérêts sordides, sinon ils savent que face à toutes ses adversités et ses inimitiés et en dépit de ses multiples déboires et fautes commises que ses chances de gagner tout de suite une élection sont minces, voire inexistantes.

Il est le plus controversé des anciens Premiers ministres du Mali. Boubou Cissé est au cœur de beaucoup de scandales, donc les maliens ne sont pas dupes au point de voter pour quelqu'un par qui une partie de leur malheur provient. C'est sous le régime d'IBK que la corruption et la concussion ont atteint des proportions jamais égalées au Mali. Le fait pour Boubou Cissé de tenir coûte que coûte à être candidat cache certainement des non-dits. Sinon, mille autres maliens feront profil bas et s'effaceront un tant soit peu de la scène politique. En insistant, il s'exposera et risquerait de faire voler en éclats l'unité et la cohésion au sein de l'URD. La manifestation de cette poignée de jeunes est la face visible de l'iceberg des mécontents de l'URD qui n'attendent que la première occasion pour manifester politiquement contre cette adhésion et la prétention pour Boubou Cissé d'être le porte-étendard de l'URD à la prochaine présidentielle.

En somme, l'URD est interpellé face à l'histoire et à la mémoire de Soumaila Cissé. Ses héritiers doivent sortir du conformisme pour taper du poing sur la table et siffler la fin de la récréation avant que la situation ne se cancérisse. Ils doivent sauver ce précieux joyau laissé par Soumaila Cissé.

Youssef Sissoko
Source : Infosept

Ibrahim Ikassa Maïga à propos de l'organe unique de gestion des élections : « Les experts internationaux disent que c'est possible »

Ayant hérité du département de la Refondation de l'Etat, en relation avec les Institutions, Pr Ibrahim Ikassa Maïga, est au four et moulin pour relever ce défi. Conscient que les Maliens ont soif du renouveau, il table sur le consensus pour réformer. Nous l'avons rencontré pour en savoir plus. Entretien !

22 Septembre : Qu'est-ce que la refondation de l'Etat ?

Ibrahim Ikassa Maïga : La refondation de l'Etat revient à créer les bases d'un Mali nouveau. En quoi cela consiste ? Depuis quelques années, notre pays traverse une crise multidimensionnelle qui a affecté tous les secteurs de l'Etat de notre intégrité, la souveraineté, la forme laïque et l'unité nationale sont menacées. La Communauté internationale nous soutient aujourd'hui. Alors il faut reconstruire, selon les ressorts nous avons l'habitude de faire des réformes sectorielles, mais cette fois-ci, il s'agit d'une refondation totale. Auparavant, on prend une loi électorale, qu'on réforme en pensant que cela va résoudre les problèmes. Malheureusement, on a toujours assisté à des crises pré ou post électorales. On a fait aussi des réformes dans plusieurs secteurs comme l'éducation, la santé, la justice et l'agriculture, mais cela n'a rien donné. Nous avons fait beaucoup de forums, de concertations, beaucoup d'états généraux qui n'ont abouti à rien dans le sens du changement voulu par les Maliens. Alors une refondation de l'Etat passe par une réforme globale. C'est à dire sur les questions institutionnelles, santé, politique, école nous allons appliquer les meilleures propositions.

22 Septembre : Est-ce que vous avez déjà établi un chronogramme ? Si oui, quelles sont les priorités ?

I.I.K : Le chronogramme final va être établi par les Maliens. Nous sommes dans un cadre d'engagements internationaux pour encadrer notre transition de 18 mois dont il reste 8. Il nous reste très peu de temps, mais à cœur vaillant tout est possible. Nous allons tenir les assises nationales pour que les Maliens où qu'ils soient s'expriment. Ces assises permettront de prendre en compte les résolutions is-



sues des forums, concertations qui n'ont pas été appliquées. Ce qui est possible sera appliqué pendant la transition et le Président démocratiquement élu se chargera de l'application du reste de ces résolutions. Pendant les assises nationales, on ne va pas faire de débat sur les questions économiques, politiques, institutionnelles, car les gens ont déjà fait des propositions qui n'ont pas été prises en compte. Nous allons les appliquer. Donc aux Maliens d'établir un chronogramme pour aller à ces réformes. Ce qui urge aujourd'hui, c'est d'aller à des élections sécurisées, transparentes, crédibles, et acceptées de tous pour éviter des crises post électorales.

22 Septembre : La création de l'Organe unique de gestion des élections fait débat aujourd'hui. Qu'en pensez-vous ?

I.I.K : La création de l'Organe unique de gestion des élections est une bonne initiative. Les experts internationaux disent que c'est possible. Il faut que les Maliens se mettent ensemble pour le faire. Aujourd'hui, il y a des résistances par rapport à sa création. Certains estiment que nous n'avons pas assez de temps pour le faire, donc qu'il faut aller aux élections avec une CENI renforcée. Alors que la CENI est dissoute, si on garde la CENI, on va obligatoirement la reconstituer, ensuite passer à son implantation sur l'ensemble du territoire na-

tional. Cela va prendre du temps. C'est ce même temps qu'il nous faut pour mettre en place l'Organe unique de gestion des élections. Maintenant pourquoi mettre du temps sur l'ancien système qui a montré ses limites et qui nous a conduits dans des contestations après chaque élection. On peut créer l'Organe unique de gestion des élections dans ce même temps qui nous évitera une sans doute des crises. Ce qui doit changer, c'est de prendre les prérogatives du ministère de l'Administration territoriale en matière d'organisation des élections pour renforcer l'Organe unique de gestion des élections indépendantes. Cet organe peut être constitué de deux façons : soit avec la classe politique et la société civile en ce moment, il ne sera plus indépendant. Il peut être indépendant à travers les modalités de désignation de ses membres. C'est des appels à candidatures, les personnes qui seront retenues seront coupées de tout lien avec la politique. Elles seront indépendantes. Ces personnes seront bien rémunérées pour leur permettre de garder leur indépendance. Les fonctionnaires du ministère de l'Administration territoriale peuvent concourir, s'ils sont retenus, ils vont travailler librement dans cet or-

gane.

Les résistants disent aussi que l'expérience de CENI autonome a échoué. Elle avait organisé les élections de bout en bout sans associer le ministère de l'Administration territoriale. Cela n'est pas possible. Le ministère de l'Administration territoriale doit être cantonné dans son rôle de sécurisation, car il a les représentants de l'Etat sur toute l'étendue du territoire. Il donne la logistique, mais nous oublions aussi que les départements de la Défense, de la Sécurité, de la Justice interviennent dans le processus électoral. CENI renforcée, Organe unique, c'est la même chose. Sauf qu'il y a un challenge à relever, c'est le fichier fiable à standard international. Nous allons organiser les élections municipales avec les enjeux nationaux mais les présidentielles seront organisées avec le fichier à standard international. Je pense aussi qu'après la rencontre entre le Premier ministre et la classe politique, il y a eu de l'apaisement autour de la création de l'organe unique de gestion des élections.

22 Septembre : Quelles sont vos perspectives pour asseoir un Mali nouveau ?

I.I.K: C'est très simple, il faut aller aux assises

nationales pour avoir des résolutions consensuelles. C'est de cela qu'il s'agit.

22 Septembre : Quel appel avez vous à lancer au peuple malien à cette période difficile ?

I.I.K: L'appel que j'ai à lancer à la classe politique, à la jeunesse, aux femmes, aux institutions étatiques, à la société civile, aux groupes signataires de l'accord issu du processus d'Alger, aux organisations communautaires, aux syndicats et à la diaspora, c'est de se donner la main pour rebâtir notre patrie qui est le Mali. Le Gouvernement est résolument engagé sous le leadership du Président de la transition, Colonel Assimi Goïta et le Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga pour redorer le blason. Le maître mot, c'est le consensus. Aucune réforme n'est possible sans le consensus. Je vous remercie.

Interview réalisée par Seydou Diamouténé
Source : Journal le 22 Septembre- Mali



Violence Électorale : Un Projet de Suivi, Analyse et Atténuation du phénomène en action

Le Mali, bien que ne faisant pas partie des pays cibles lors de la conception du projet a, à la suite d'un accord avec l'Union Européenne, bénéficié du projet à travers la couverture des deux tours des élections législatives qui se sont déroulées respectivement les 29 mars et 19 avril 2020. C'est justement pour tirer les enseignements de ces élections en vue de mieux aborder celles qui se profilent à l'horizon que s'est tenue cette Conférence Nationale de Capitalisation du projet ce week-end à l'Hôtel Salam de Bamako. Les élections étant des moments majeurs dans la vie d'une démocratie, des moments intenses d'échanges mais également de débats et de confrontations idéologiques offrant de réelles opportunités d'évaluation et d'appréciation des niveaux et des types de participation politique des parties prenantes au processus politique, la rencontre de Bamako a donc réuni plus d'une vingtaine d'acteurs

majeurs du processus électoral, des institutions internationales et notamment régionales et sous régionales au Mali.

Il s'agit, entre autres, de la délégation de l'UE au Mali, la délégation de l'UE-Dakar, la CENI, le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, le Centre National de Réponses/CEDEAO, les acteurs médiatiques, les représentants de partis politiques, une délégation de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO, une délégation de l'UNOWAS, des OSC de la plateforme E-MAM, des membres du NERG, des représentants d'OSC de femmes et Jeunes...

Pour rappel, les élections de 2020 ont abouti à une véritable crise postélectorale ayant fini par avoir raison du régime IBK. Ces élections législatives, il faut le rappeler, ont été organisées par le Ministère chargé de l'Administration Territoriale sous la supervision de la

Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) dans un contexte marqué par l'insécurité persistante et la crise de la pandémie du COVID-19. La tenue, malgré tout, du scrutin s'est justifiée par le défi institutionnel qu'elle imposait au pays en termes de légalité et de légitimité de la législature en cours dans le temps.

En effet, le mandat des parlementaires était arrivé à terme depuis décembre 2018 et avait connu deux prorogations diversement appréciées. Ainsi, conformément aux recommandations du Dialogue National Inclusif (DN), tenu du 14 au 22 décembre 2019, les autorités avaient-elles décidé d'organiser le scrutin législatif de mars/avril 2020. Réitérant son appui à l'organisation d'un scrutin apaisé et inclusif, WANEP-MALI avait mis en place un dispositif de veille basé sur cent cinquante (150) observateurs de suivi de la violence électorale équipés de kits de protection contre la pandémie





du Covid-19 conformément aux mesures édictées par le Gouvernement.

Ces observateurs ont été déployés suivant la cartographie des zones à risques de violences électorales réalisée en mars 2020 et couvrant les huit (08) régions administratives et le District de Bamako avec une salle de veille électorale les 28, 29 et 30 mars pour le 1er tour et les 18, 19, et 20 avril 2020 pour le second tour à Azalai Hôtel Salam de Bamako. Suite à la proclamation des résultats définitifs du second tour des élections législatives, tenues le 19 avril 2020, des contestations caractérisées par l'occupation des places publiques et artères principales de circulation, avec ou sans barricades (pneus brûlés en général) ont été enregistrées dans certaines localités du Mali causant des dégâts matériels, plus de 150 blessés et des pertes en vies humaines, 11 morts (civils).

Ces manifestations et contestations des résultats, débutés en mai 2020 ont fini par donner naissance, le 5 juin 2020, à un vaste mouvement de contestation du régime de l'ex-président Ibrahim Boubacar Keita, en l'occurrence le M5-RFP (Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques). Les différentes sorties de ce vaste mouvement ont chacune drainé des milliers de manifes-

tants dont le point de non-retour a été atteint, les 10, 11 et 12 juillet 2020. La mauvaise gestion de cette manifestation a abouti au coup d'Etat du 18 août 2020.

Ainsi, dans la poursuite de sa mission et de ses objectifs stratégiques, WANEP-Mali avait mis en place un Comité de Suivi et de Réponse aux violences électorales qui a fonctionné sous la forme d'une plate-forme d'acteurs clés, à la fois étatiques et non étatiques, engagés dans la sauvegarde de la paix avec pour mission de contribuer à prévenir, circonscrire ou résoudre des conflits électoraux avant, pendant et après les scrutins. Au terme de ces scrutins, émaillés de nombreuses violences, le WANEP-Mali, à travers la conférence qui s'est tenue ce week-end, a tenu à évaluer et à capitaliser les actions du projet EMAM (Suivi, Analyse et Atténuation de la violence Electorale), financé par l'Union Européenne durant tout le processus électoral.

Cette rencontre a été mise à profit pour recueillir l'avis de l'ensemble des membres du comité de suivi et de réponse sur leur participation, mais aussi les bonnes pratiques du projet et les aspects à améliorer, afin d'apprécier la collaboration nouée avec les institutions étatiques, notamment le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentra-

lisation et le CNAP. L'objectif visé est de contribuer à une évaluation/capitalisation des impacts, des bonnes pratiques ainsi que des limites et des défis liés aux actions du projet EMAM durant tout le processus ayant abouti aux élections législatives de mars et avril 2020 au Mali.

Il s'agissait aussi de partager, avec tous les acteurs majeurs et impliqués dans l'organisation des élections législatives 2020 au Mali, les résultats du projet

E-MAM, en vue d'identifier les impacts, les limites, les défis, ainsi que les leçons tirées dans l'exécution des activités, afin de réfléchir à un mécanisme national de suivi et d'application des conclusions et recommandations de cette conférence de capitalisation.

La rencontre aura donc permis aux participants d'apprécier le choix des acteurs clés, le fonctionnement du Groupe National de Réponse électorale, les stratégies d'intervention et de communication du projet, de dégager des résultats sur les bonnes pratiques, les impacts et les limites du projet, d'adopter et de partager les conclusions et recommandations avec les acteurs concernés.

■ Yama DIALLO

Élection Présidentielle 2022 : Un Mouvement pour le soutien à la Candidature de l'Ancien Ministre Malick Coulibaly créé à Sikasso

Venus de tous les quartiers de la commune urbaine de Sikasso et des villages environnants des hommes et femmes du Kenedougou ont décidé de créer un Mouvement pour le soutien à la Candidature de l'ancien Ministre de la Justice et Garde des Sceaux Dr Malick Coulibaly. C'était ce samedi 11 juillet au quartier Sanoubougou.



Constat d'un pays presque à genou, contact chaotique de la gestion opaque du Mali par les politiques, des hommes et femmes de Kenedougou soucieux du devenir radieux du Mali et de sa prospérité, ont pris conscients du défi dans un Etat démocratique que chaque individu doit être entendu, considéré par le pouvoir et participer à la gestion de la chose publique. Ont tous décidé pour les joutes électorales de 2022 de se faire entendre et imposer leur choix et plus jamais rien ne leur sera imposé par la magistrature suprême. C'est pourquoi, ils ont décidé de faire autrement la politique sans être des militants d'une formation politique et de créer un mouvement de soutien à un homme vertueux, patriote, courageux et prêt à se sacrifier pour la cause

du Mali. Pour ces hommes et femmes, il n'y a pas mieux que l'ancien Ministre de la Justice et Garde des sceaux Dr Malick Coulibaly qui a marqué l'esprit de toute une nation pour son combat contre la corruption érigé en système, l'injustice, la mal gouvernance ... A en croire, l'initiateur de la création du mouvement M. Abou Diarra, un malien établi au Canada d'origine sikassois : « **Nous ne connaissons pas Malick Coulibaly, nous ne l'avons jamais rencontré. C'est à travers les médias et les réseaux sociaux que nous savions son amour pour le Mali... Et suite à nos différents constats, mes camarades et moi avons compris que le problème du Mali c'est une question d'Homme pour nous sortir de l'im-**

pas socio- sécuritaire et politique que le pays traverse... Cet homme c'est Malick Coulibaly pour solutionner et gérer ces problèmes. Car il a posé des actes qui ont amené la population à croire à sa justice et en lui. C'est pourquoi nous avons initié cette rencontre pour créer le mouvement en réclamant et soutenant la candidature de Malick Coulibaly à l'élection présidentielle de 2022. Nous sommes convaincus à Sikasso qu'avec Malick, le Mali retrouvera à nouveau sa dignité bafouée et nous donnons un rendez-vous en 2022 pour concrétiser nos paroles en actes... »

Bokoum Abdoul Momini

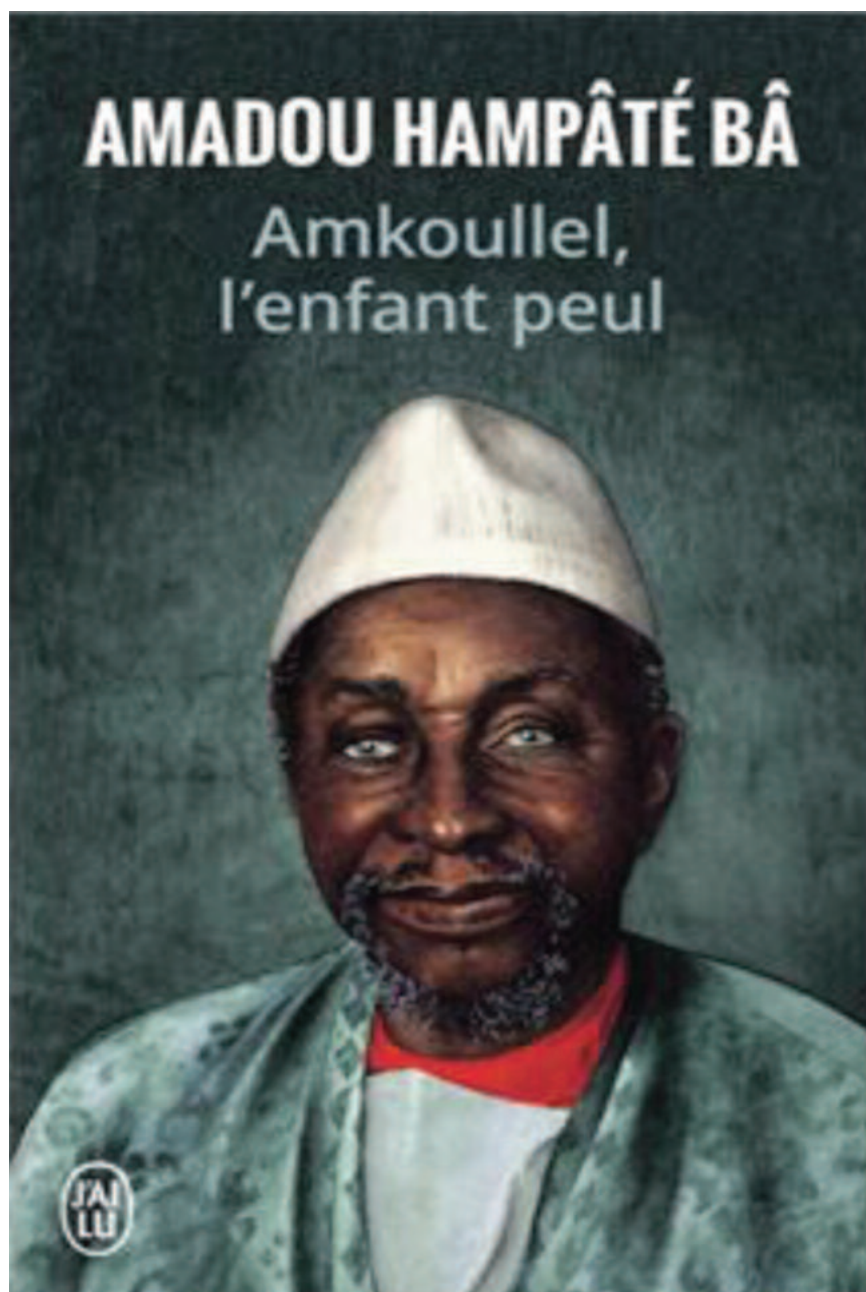
Voici des Conseils donnés par la mère de Amadou Ampaté Bâ à son fils dans le roman AMKOULEL

- N'ouvre jamais ton mal en présence de qui que ce soit.
- La force d'un homme, viens de sa réserve.
- Il ne faut étaler ni sa misère, ni sa fortune. Fortune exhibée appelle jaloux, quémandeurs et voleurs.
- N'envie jamais rien, ni personne car tu ne connais pas l'origine de tous leurs biens.
- Accepte ton sort avec fermeté, sois patient dans l'adversité et mesuré dans le bonheur.
- Ne te juge pas par rapport à ceux qui sont au-dessus de toi, mais par rapport à ceux qui sont moins favorisés que toi.
- Ne sois jamais avare.
- Fais l'aumône autant que tu le pourras, mais fais-la aux malheureux, plutôt qu'aux petits marabouts ambulants.
- Rends le plus de service que tu pourras et demandes-en le moins possible. Fais-le sans orgueil.
- Ne sois jamais ingrat envers Dieu, ton père et ta mère, ni envers la femme qu'il a mis sur ton chemin. Tu la reconnaitras par la marque que Dieu a mise en elle: Respect, Générosité, Tendresse, Amour du prochain et son attachement à la parole de l'Éternel.
- Sois fidèle dans tes amitiés et fais tout pour ne pas blesser tes amis, encore moins ta femme, la seule qui veillera sur toi en cas de maladie ni ne t'abandonnera quand le monde te rejettera.
- Pour connaître la personne qui t'aime il faut observer ce qu'elle fait et non ce qu'elle dit.
- Ne te bats jamais avec un homme plus jeune ou plus faible que toi.
- Si tu partages un plat avec des amis ou des inconnus, ne prends jamais un gros morceau, ne remplis pas trop ta bouche d'aliments et surtout ne regarde pas les gens pendant que vous mangez car rien n'est plus vilain que la mastication.
- Et, ne sois jamais le dernier à te lever ; car, s'attarder autour d'un plat est le propre des gourmands et la gourmandise est honteuse.
- Respecte les personnes âgées.
- Chaque fois que tu rencontreras un vieillard, aborde-le avec respect et fais-lui un cadeau si minime soit-il.

- Demande-lui des conseils et questionne-le avec discrétion.
- Méfie-toi des flatteurs, des jeux de hasard, de l'alcool et des femmes de mauvaise vie qui multiplient des amants dans ton dos en scellant des liens spirituels sataniques avec ces derniers à travers le sexe, source de blocage, de maladie et de la mort.
- Respecte tes chefs, mais ne les mets pas à la place de Dieu.

- Fais régulièrement tes prières.
 - Confie ton sort à Dieu chaque matin au lever et remercie-le chaque soir avant de te coucher.
- S'il vous plaît, ne gardez pas ces précieux conseils pour vous seuls. Partagez-les avec tous ceux que vous aimez !!!

Source : Le roman AMKOULEL



Haïti : Arrestation d'un des cerveaux présumés de l'assassinat du président Jovenel Moïse

La police haïtienne a annoncé, dimanche 11 juillet, que l'un des cerveaux présumés de l'assassinat du président Jovenel Moïse a été arrêté. Il s'agit d'un homme de nationalité haïtienne.



Il s'appelle Christian Emmanuel Sanon et a 63 ans. Le journal Miami Herald le présente comme un médecin qui vit en Floride depuis plus de vingt ans et, selon le chef de la police haïtienne, il est arrivé en Haïti en juin : « Il est entré en Haïti à bord d'un avion privé avec des objectifs politiques, selon les informations que nous avons. Il est arrivé en Haïti au début du mois de juin, accompagné de quelques personnes initialement chargées d'assurer sa sécurité. »

Objectif initial : capturer le président Jovenel Moïse

Mais quels étaient ces objectifs politiques ?

Selon une source du Miami Herald, le commando devait capturer le président Jovenel Moïse et installer à sa place Christian Emmanuel Sanon. C'est dans ce but qu'il aurait recruté 22 mercenaires via une société vénézuélienne basée en Floride.

Ces informations ont été obtenues lors des interrogatoires de ces mercenaires. Dix-neuf sur les vingt-huit membres présumés du commando sont aux mains de la police. Et ce sont eux qui ont appelé Christian Emmanuel Sanon juste après leur arrestation.

Deux autres personnes avec qui le médecin est en contact sont désormais considérées

comme les têtes pensantes de l'opération. Des pistolets, des cartouches et des plaques d'immatriculation ont été retrouvées au domicile de Christian Emmanuel Sanon. L'enquête se poursuit alors que six membres présumés du commando sont toujours en fuite.

Des enquêteurs américains, membres du FBI, du département d'État, du ministère américain de la Justice et du département de la Sécurité intérieure des États-Unis, sont arrivés dimanche 11 juillet en Haïti. Ils ont notamment rencontré le directeur général de la police.

Source : RFI

RDC : Hommages unanimes après la mort du cardinal Monsengwo

Les hommages se multiplient en République démocratique du Congo (RDC) après la mort de Laurent Monsengwo, cardinal et archevêque émérite de Kinshasa. C'était la figure la plus connue de l'Église catholique au Congo, président de la conférence épiscopale du Zaïre, déjà critique à l'époque du maréchal Mobutu. Malgré son opposition à tous les régimes depuis trente ans, les hommages, dimanche 11 juillet au soir, étaient unanimes.

Le président Tshisekedi « salue un prince de l'Église qui œuvra longtemps au service du peuple ». Son principal opposant, Martin Fayulu, qualifie le cardinal Monsengwo de « ciment de la cohésion nationale ». L'ancien vice-président Jean-Pierre Bemba dit garder de lui « l'image d'un Père enjoué, altruiste et dévoué pour l'Église du Congo ». L'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, celle d'un berger courageux attaché à cultiver l'amour entre tous les Congolais. Même dans le camp de l'ex-président Joseph

Kabila, son ancien conseiller diplomatique Barnabé Kikaya salue « un grand homme et un fin acteur politique ».

Le cardinal Laurent Monsengwo était un pilier de la démocratisation dans son pays. C'est ce que tous reconnaissent. Pour le rôle qu'il a joué au moment de la conférence nationale souveraine bien sûr, mais il restait une référence parmi les jeunes, comme ceux de la Lucha, le mouvement citoyen, qui se disent profondément attristés par le décès du cardinal Monsengwo pour qui il était « un modèle

d'engagement et de courage face au déni de démocratie et aux injustices qui perdurent ». Pour Monseigneur Fridolin Ambongo qui lui a succédé à la tête de l'archidiocèse de Kinshasa, le cardinal Monsengwo « était cette autorité morale majeure vers qui beaucoup de gens allaient encore. Tout le monde se souvient encore de lui pendant la conférence nationale souveraine avec son calme, son tempérament très pondéré, tranquille même au milieu des tensions politiques qu'il y avait sous Mobutu. Il a toujours été un homme mesuré qui essayait de ramener les gens à l'essentiel et toute sa vie, cela a été comme ça ». Pour Isidore Ndaywel, l'historien congolais, spécialiste de l'Église catholique, qui était à la tête de comité laïc de coordination à l'origine des marches des chrétiens de 2017 et 2018, « le peuple congolais vient de perdre en lui l'un de ses plus grands défenseurs ». C'est une très triste nouvelle et nous restons tous Congolais dans cette grande émotion et présentons nos condoléances à tous ceux qui aiment ce pays.

Source : RFI





Foot : L'Italie remporte l'Euro 2021 face à l'Angleterre

L'équipe d'Italie a remporté le Championnat d'Europe des nations de football (Euro 2021), ce 11 juillet à Londres. Les Italiens se sont imposés 3 tirs au but à 2 (1-1 après prolongation) face à des Anglais qui jouaient à domicile.

L'équipe nationale d'Italie a retrouvé les sommets du football après en avoir connu les tréfonds. Trois ans après une non-qualification traumatisante pour la Coupe du monde 2018, l'Italie a remporté le Championnat d'Europe des nations (Euro 2021), à

l'issue d'un parcours plein d'abnégation. De la force morale, il en a fallu aux Italiens pour s'imposer en finale de cette Euro 2021, ce 11 juillet à Londres. A Wembley, ils avaient pourtant face à eux des Anglais poussés par un public globalement hostile et portés par la

réussite.

Dès la 2e minute, l'équipe d'Angleterre ouvre en effet le score sur une reprise de demi-volée du latéral Luke Shaw (0-1).

Durant l'heure qui suit, la Squadra Azzura rame pour revenir dans la partie. C'est sur un corner envoyé de la tête sur le poteau par le milieu Marco Verratti que le défenseur Leonardo Bonucci égalise à bout portant (1-1, 67e).

L'Angleterre, elle, devra encore attendre avant de gagner un Euro et un deuxième grand tournoi, après la Coupe du monde 1966...

Source : RFI

malikile.com
La première plateforme de distribution de communiqués, de relations médias, de contenu vidéo et de services.

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER



Bélier (21 mars - 19 avril)

Le désir de vous épanouir dans l'activité professionnelle est grand et vous en avez assez de donner beaucoup sans récompense. Un sentiment d'ingratitude entraîne vers une nouvelle expérience professionnelle avec une autonomie et un sens de l'initiative.

L'activité actuelle vous déplaît et vous oblige à réaliser des économies. Saturne en Capricorne réveille votre ambition, car vous avez récemment été frustré dans votre poste. Des démarches amorcées pour une nouvelle voie professionnelle sont profitables.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous subissez l'action d'un collègue mal intentionné à votre égard. Trop indulgent par le passé, Mars vous conseille de vous imposer par la force, à défaut, de belles opportunités peuvent vous glisser sous le nez. Méfiez-vous de certaines personnes.

Vos conditions matérielles s'améliorent nettement, vos efforts ne sont pas vains. Avant d'entreprendre de nouveaux achats, commencez par faire un bilan de vos comptes, s'il le faut, pour être plus à l'aise, échelonnez certains paiements.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre poste pourrait vous demander de travailler en équipe et de découvrir un collègue sur qui vous aviez des a priori. Il faut prendre les choses comme elles viennent, car il y a encore des étapes avant de trouver le poste de travail qui sera idéal.

Rien ne sert de dépenser sans compter, remettez à demain des achats qui n'ont pas réellement d'importance. Jupiter en Sagittaire vous expose à des regrets par rapport à la gestion financière. En effet c'est encore le coup de coeur qui déclenche les dépenses.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une bonne surprise pourrait vous accueillir dès ce début de semaine. On pensera à vous pour vous confier une mission plus valorisante que celle que vous avez l'habitude d'effectuer. Votre compétence et votre savoir en la matière commencent à être reconnus.

Trois planètes dans le secteur, et non des moindres, voilà qui promet ! Une augmentation ou une prime pourrait bien venir renflouer votre compte. Côté négociations aussi, si vous devez discuter un prix ou un contrat, vous devriez obtenir satisfaction.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vos activités peuvent demander de prendre des décisions clefs ou de tenir une réunion importante. Votre parole est écoutée et vous avez de bonnes idées. Pour la journée, la charge de travail pourrait être importante et demander un travail en équipe.

Votre bonté s'exprime et vous pouvez acheter des produits pour vos proches ou vos enfants. Il n'y a guère de possibilité de réaliser des économies. Le climat de la journée est aux dépenses et même à un possible découvert qui devrait rapidement se combler.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous opérez une véritable révolution au sein de votre entreprise. Les conditions de travail actuelles ne vous conviennent plus, vous tentez de rallier quelques collègues à votre cause, vous êtes convaincant. Pas sûr que votre hiérarchie apprécie.

Vos activités professionnelles donnent une nouvelle impulsion à vos finances. Si vous avez en tête de faire un achat conséquent, vous n'aurez pas besoin de réfléchir à deux fois. Aujourd'hui votre argent se porte bien. Mettez des sous de côté.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des responsabilités vous donnent du baume au coeur, mais cette situation peut s'avérer de courte durée. Vous pourriez remplacer un collaborateur qui part à la retraite. Cette transition vous aide à faire vos preuves, mais ce poste peut encore changer.

La gestion de l'argent reste difficile, car vous craignez de manquer de trésorerie. Il faut simplement miser sur la prudence dans le budget. Cette attitude vous aide à moins dilapider. La patience est demandée si vous voulez investir dans un gros achat.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Au travail également, vous ne participerez pas autant qu'à votre habitude aux conversations des uns et des autres, préférant vous concentrer sur vos dossiers. Toutefois, veillez à ne vexer personne. Expliquez simplement que vous avez besoin de calme pour traiter un dossier complexe.

Le domaine financier est privilégié par les astres ! Si vous attendez une rentrée d'argent, elle ne devrait pas tarder à arriver sur votre compte. Si vous devez négocier, vous êtes assuré de remporter l'affaire. Si vous vendez ou achetez, vous obtiendrez le meilleur prix !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre vie professionnelle compte, car vous avez besoin de vous investir dans un poste. C'est naturellement que vos collègues se rapprochent de vous et apprécient de travailler à vos côtés. La journée est favorable à une réunion de travail intéressante.

Vous pourriez craquer sur des accessoires pour vos moyens de locomotion ou à vous offrir des billets pour une petite escapade. Les économies ne sont pas importantes, car vous préférez profiter de chaque jour intensément et utiliser à bon escient votre salaire.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Selon Neptune la chance est avec vous, une opportunité professionnelle se profile. Vous menez vos projets d'une main de maître, vous avez davantage de responsabilités. Le challenge stimule les objectifs, vous êtes prêt à tout pour y parvenir.

Financièrement vous êtes en progrès, c'est très satisfaisant. Attention parce que vous risquez de faire quelques envieux, mieux vaut rester discret sur vos finances. Ne vous laissez pas influencer avec des projets qui ne vous inspirent pas confiance.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vos compétences et assurance font des jaloux. Il vaut mieux ouvrir les yeux sur l'influence toxique d'un collègue. Des rivalités peuvent porter sur les salaires. Il est conseillé d'être vigilant, car vous pourriez être surpris par l'attitude d'un collègue.

Les frais sont toujours considérables et vous ne savez pas comment freiner ces dépenses. Il est possible que plusieurs postes de dépenses soient réunis et vous empêchent de faire des économies. Vos frais peuvent être liés à la réparation du véhicule.



Poisson (19 février - 21 mars)

Mercury booste vos idées, encourage les contacts et facilite votre communication. Le seul point faible du jour est la possible difficulté pour trouver un accord avec votre direction. N'insistez pas, vous y reviendrez plus tard avec succès. L'argent vous file entre les doigts et ce n'est sûrement pas la meilleure chose à faire alors que Jupiter et Neptune se fâchent. Attention à ne pas provoquer de découvert ni à créer une dette trop importante pour être honorée rapidement.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23